

ACTEURS ET MOBILISATIONS

Les origines de l'environnementalisme en Espagne au 20^e siècle (1923-1978)

Pablo CORRAL BROTO

RÉSUMÉ

L'Espagne du xx^e siècle voit se succéder deux régimes autoritaires, celui de Primo de Rivera (1923-1930) puis celui de Franco (1936-1975). Dans ce contexte institutionnel imposant de fortes contraintes aux populations, comment s'est opéré un tournant environnemental spécifique ? De fait, les projets de mobilisation de l'environnement au service du projet politique franquiste suscitent des réactions des populations concernées, aussi bien dans des zones rurales qu'en ville. Dès lors, les protestations peuvent aussi bien prendre la forme de mobilisations sur le terrain que de recours au droit. C'est donc sous Franco et dans le contexte des revendications démocratiques qu'une nouvelle conscience populaire et environnementale s'est mise en place.



Mur d'une industrie d'acide sulfurique située à l'intérieur de la ville de Saragosse (AHAA, 1975). Les images viennent de l'AHAA, archive d'histoire environnementale numérique créée par l'auteur avec le [Rolde de Estudios Aragoneses](#).



Protestation contre la pollution industrielle à Saragosse (AHAA, 1976). Les images viennent de l'AHAA, archive d'histoire environnementale numérique créée par l'auteur avec le [Rolde de Estudios Aragoneses](#).

L'environnement entre la dictature de Primo de Rivera et la guerre civile (1923-1936)

Deux dictatures marquent le xx^e siècle en Espagne. La première, celle de Miguel Primo de Rivera, apparaît à la faveur d'un coup d'État militaire et s'effondre en 1930, incapable de répondre à la crise économique et à la montée du républicanisme. Dans l'entre-temps, ce régime impose une « main de fer » sanitaire, qui vise à répondre aux revendications populaires d'une « dictature de la santé publique » apparues à la suite des importantes critiques formulées contre l'État lors de la pandémie de grippe H1N1 en Espagne entre 1918 et 1920. En seulement deux ans, le régime crée des instituts d'hygiène municipaux et provinciaux (1925), élabore la première réglementation des activités classées (1925) et donne aux commissions provinciales de santé un pouvoir de décision complet sur ces questions. La création, pionnière, des confédérations hydrographiques de bassins s'accompagne de la construction d'infrastructures hydrauliques avec un système de gestion intégrée de l'eau comparable à la Tennessee Valley Authority américaine. Dans ces projets, Primo de Ribera a le soutien implicite du PSOE (Partido Socialista Obrero Español), du syndicalisme socialiste de l'UGT (Union General de Trabajadores) et de la majorité des partis de la restauration libérale, y compris la droite catholique basque du PNV (Partido Nacionalista Vasco) et catalane (Lliga Regionalista Catalana de Francesc Cambò).

L'effort en matière d'hygiène publique et de prévention des maladies se prolonge pendant la brève expérience républicaine (1931-1936) avec la création de centres de santé ruraux sur tout le territoire. Les partis républicains et socialistes et les syndicats de travailleurs socialistes et anarchistes font alors la promotion de l'hygiène populaire libre et des jardins urbains tant dans les villes que dans les campagnes. Enfin, des services de gestion intégrée des eaux et les services de distribution et d'évacuation des eaux sont mis au service de la population ; financés par l'État, ils sont collectivisés pendant la guerre civile. Cela témoigne d'une volonté de protéger les ressources naturelles et l'environnement, des plus pauvres aux plus riches, lors de la première expérience démocratique de l'histoire de l'Espagne.

La dictature de Franco et l'origine des protestations environnementales (1939-1979)

Le coup d'État de Francisco Franco met fin à ces efforts. Après l'échec du fascisme en Italie et en Allemagne, l'Espagne développe un plan d'autarcie agricole et industrielle sans respecter la législation antérieure. En réaction et de manière inattendue, de nombreuses plaintes sont déposées par des propriétaires terriens et des partisans du régime victimes de la pollution industrielle sur leurs terres. Ils protestent contre les centrales thermiques, les

cimenteries ou les industries chimiques parce que les particules émises brûlent les cultures et les plantations. Ils cherchent à le prouver en engageant des experts. Les dénonciations de la pollution de l'eau se multiplient également chez les phalangistes attachés à la défense de la chasse et de la pêche.

L'importance de la contestation juridique contraint le régime franquiste à promulguer de nouvelles lois régissant les dommages environnementaux. Entre 1958 et 1963, la réglementation est renouvelée et des commissions centrales d'assainissement sont créées pour encadrer les protestations. Cependant, la corruption au sein du régime rend ces réformes inefficaces d'autant plus que le gouverneur civil, qui exerce le pouvoir au niveau des Provinces, doit à la fois assurer l'industrialisation du pays et arbitrer les conflits environnementaux : il est donc à la fois juge et parti. De même, si le régime franquiste décide de créer cinq nouveaux parcs nationaux, soit davantage que lors des trois régimes précédents, il s'agit d'espaces pensés pour le seul profit de l'élite et notamment destinés à protéger les ressources cynégétiques dans une idéologie qui valorise un rapport viriliste à la nature.

L'idéologie du régime met en valeur l'idéal d'autarcie, notamment au niveau énergétique, indispensable pour assurer l'industrialisation. Le lignite espagnol, pauvre en carbone et contenant beaucoup d'eau et de soufre à l'origine de pluies acides, n'est en effet pas suffisant pour alimenter les industries nationales. Cela se traduit par un programme de construction de grands barrages et de canaux publics qui doivent par ailleurs parachever la colonisation intérieure du pays.

Dès les années 1940, de grands travaux hydrauliques, des barrages et des détournements de fleuves sont donc entrepris. Les expropriations forcées suscitent de nombreux mécontentements y compris chez les partisans du régime, qui n'obtiennent de meilleures conditions que s'ils déposent une plainte, procédure très coûteuse et risquée, tandis que les classes moyennes et les paysans voient leurs terres inondées sans compensation équitable. Les risques de rupture sont constants et, en cas de catastrophe, comme à Ribadelago en 1959, le régime censure la presse et laisse les populations sans indemnité.

Des protestations légales et des manifestations publiques à la prise de conscience environnementale

Dans les vallées inondées, le mécontentement à l'égard de la politique hydraulique s'accroît. Certains secteurs de l'Église catholique et les groupes clandestins antifranquistes commencent à s'en faire l'écho. D'abord judiciaires, ces protestations évoluent par la suite vers des formes publiques par des manifestations et la publication d'articles dans des journaux critiques à l'égard de la dictature. La parole environnementaliste et populaire circule partout dans les années 1960, le pouvoir franquiste ne s'en aperçoit pas ou pense que l'environnementalisme et l'écologie ne concernent pas la politique. Il se trompe.

Craignant de manquer de pétrole en 1973, Franco accélère son plan nucléaire et projette d'installer 28 réacteurs nucléaires dans des zones rurales, des plaines et des zones agricoles vidées par l'émigration rurale ou des zones côtières de pêche artisanale délaissées au profit des stations balnéaires dédiées au tourisme de masse. La protestation augmente et la solidarité ville-campagne conduit à l'émergence d'une sensibilité environnementaliste inédite en période de dictature. On y dénonce un colonialisme environnemental, c'est-à-dire la colonisation intérieure des zones appauvries touchées par l'extractivisme et le manque de capitaux. La ville de Saragosse se solidarise avec son *hinterland*. Un tel processus s'observe dans tout le pays y compris aux îles Canaries. Ces protestations ont permis d'obtenir que, en Aragon par exemple, les trois centrales, avec quatre réacteurs proposés, ne soient pas construites, et l'annulation du détournement de l'Èbre et de tous les grands barrages prévus à l'effet.

Dans les dernières années du régime et durant les années de transition à la démocratie, c'est-à-dire entre la mort de Franco en 1975 et les premières élections municipales constitutionnelles en 1979, le droit à l'environnement se configure. On réclame le droit de jouir d'un air propre dans les villes et dans les campagnes, de planifier des

espaces verts dans les villes, des parcs nationaux, on s'inquiète de la survie des fonds des vallées victimes des expropriations qui cherchent à se réinventer, et on lutte contre une distribution injuste des ressources naturelles, ainsi que des charges de la pollution industrielle et des dommages environnementaux. C'est donc sous Franco et dans le contexte des revendications démocratiques qu'une nouvelle conscience populaire et environnementale se mise en place.

BIBLIOGRAPHIE

BLACIK, Victoria, « De la desinformation al saneamiento : críticas al Estado español durante la epidemia de gripe de 1918 », *Ayer*, n° 75, 2009, p. 247-273.

CLARIMONT, Sylvie, « Partager les eaux de l'Èbre. La presse régionale aragonaise contre les projets de transfert », *Mélanges de la Casa Velázquez*, vol. 36, n° 2, 2006, p. 149-170.

CORRAL BROTO, Pablo, « De la plainte légale à la subversion environnementale : l'aménagement des rivières dans l'Espagne franquiste (Aragón, 1945-1979) », *Vingtième Siècle*, n° 113, janvier 2012, p. 95-106.

CORRAL BROTO, Pablo, *Protesta y ciudadanía : conflictos ambientales durante el franquismo en Zaragoza (1939-1979)*, Saragosse, Publicaciones del Rolde de Estudios Aragoneses, 2015.

DEL ARCO BLANCO, Miguel Ángel, GOROSTIZA, Santiago, « 'Facing the Sun': Nature and Nation in Franco's 'New Spain' (1936-1951) », *Journal of Historical Geography*, n° 71, janvier 2021, p. 73-82.

MASJUAN, Eduard, *La ecología humana en el anarquismo ibérico. Urbanismo «orgánico» o ecológico, neomalthusianismo y naturismo social*, Barcelone, Fundación Anselmo Lorenzo & Icaria, 2001.

Source URL:

<https://ehne.fr/encyclopedie/thematiques/ecologies-et-environnements/acteurs-et-mobilisations/les-origines-de-l'environnementalisme-en-espagne-au-20e-siecle-1923-1978>